

VIEILLE BRANCHE - EPISODE 28

“Edith Cresson”

“Les femmes veulent les résultats. C'est à dire qu'elles sont moins sensibles aux signes extérieurs de pouvoir. Pour les hommes, ce qui compte énormément, c'est... Vous savez les tapis rouges, les plafonds dorés, les voitures qui font pimpon et tout cela.”

Pour cet épisode de Vieille Branche, je suis allée dans le bureau de la seule femme qui ait jamais été premier ministre en France, Edith Cresson, 85 ans, toujours super active dans les bureaux de l'association qu'elle a créée en 1997 *Les écoles de la deuxième chance*. Elle avait d'ailleurs un emploi du temps très serré le jour où elle nous a reçues. Avec elle, on revient sur un passé politique qui n'a pas toujours été une partie de plaisir, à part peut être quelques parenthèses plus douces où elle a été traitée normalement et où elle a remporté de belles victoires, comme quand elle a été ministre du Commerce extérieur ou maire de Châtellerault.

La violence qu'elle a subie en tant que femme politique, elle la porte encore un peu en elle des années plus tard. Vous allez le découvrir. Avant de vous laisser écouter cet entretien, je tiens simplement à vous dire que ce n'est pas un entretien politique, mais un moment où elle nous raconte ce qu'elle a vécu, elle, en tant que femme politique et femme d'affaires de la fin du 20ème siècle et du début du 21ème.

INTRO

Je suis Marie Misset et aujourd'hui, je suis dans le bureau de Edith Cresson.

Bonjour Edith Cresson,

Bonjour,

Merci de nous accueillir dans votre bureau, vous avez écrit une page de l'histoire française en devenant en mai 1991 la toute première femme premier ministre française. Vous en avez subi immédiatement les effets dans une France encore très en retard sur ces questions. Vous restez d'ailleurs aujourd'hui encore la première et la seule femme premier ministre. Mais votre vie politique, elle a commencé bien avant ça. Et votre engagement public, il a continué bien après 1991. Vous avez survécu à l'Assemblée nationale, vous avez survécu à Matignon, vous avez même survécu à un cancer. Vous n'avez jamais volé votre réputation de battante avec un franc parler qui est plus à la mode aujourd'hui que dans les années 80. J'ai approximativement mille questions à vous poser. Je sais que votre journée est très chargée, donc je vais me limiter à quelques unes et à commencer par celle-là : Quand est-ce qu'elle a commencé pour vous, votre vie ? Quand est-ce que vous situez le début de votre vie ?

Mon premier souvenir marquant, moi, j'étais ... Bah, c'était la guerre. C'est à dire une période très confuse, d'instabilité, de peur aussi, d'inquiétude. Donc, quand on est petite, on comprend pas bien le monde, mais on sait qu'il est dangereux. Voilà, on le sait d'emblée dans ces conditions-là. Et donc, on sait qu'il faut faire face, qu'il faut savoir attendre le bon moment que les choses peuvent s'arranger, mais faut pas prendre trop de risques non plus. Donc, moi j'ai vécu dans un milieu où c'était le danger permanent. Nous habitions en Haute-Savoie, c'est un pays de résistance. J'étais en pension chez des bonnes sœurs qui cachaient des petits juives, d'ailleurs. Et ce monde qui était pour moi incompréhensible, je suis partie du principe que le monde est hostile. Il peut être incompréhensible, qui peut être extrêmement méchant et dangereux, et qu'il faut savoir à la fois se protéger et s'armer de courage. J'avais beaucoup d'exemples, de très

grand courage autour de moi et donc - je les admirait - et voilà j'ai grandi comme ça.

C'est un départ dans la vie, à la fois lucide et un peu sombre...

Non il est pas forcément sombre, mais parce qu'il y a quand même des lueurs d'espoir. Et puis, il y a des exemples magnifiques aussi, dont il faut s'inspirer. C'est ce qui a été mon cas.

Vous avez grandi dans un milieu plutôt bourgeois. Votre père était inspecteur des finances, mais vous avez dit plus tard je cite une interview que vous avez faite il n'y a pas si longtemps : “La bourgeoisie m'a toujours ennuyé”. Vous vous êtes ennuyée, petite ?

Oui, je me suis ennuyée, si vous voulez ce milieu bourgeois était très conventionnel. Les conversations n'avaient pas d'intérêt. Enfin, pour moi, s'occupait pas... On abordait pas ce qui me semblait être les vrais problèmes. Et il y avait un côté mondain. Ca c'était plutôt ma mère et peu intéressant.

Mais vous parliez pourtant de beaucoup de politique non ?
A table, en famille...

Oui, oui, ça, c'était mon père. Il parlait de politique et...
Non, ma mère avait cette fonction traditionnelle de l'épouse qui se tait, qui écoute.

Et qui organise les dîners ?

Voilà exactement. Ça me paraissait... Alors hors de question pour moi de suivre cette voie.

Vous avez donc fait HEC, alors on peut rappeler, HEC pour les filles !

Oui,

Parce que ça s'est mélangé très tard.

A ce moment là, il y avait deux écoles. Maintenant, ça a été unifié, mais il y avait HEC pour les filles. Pourquoi j'ai fait HEC alors que j'aurais été plutôt tentée par Sciences-Po ? C'est parce que je voulais être sûre d'avoir un travail à la sortie.

Pourtant c'était le plein emploi à l'époque ?

Non, ce n'est pas le problème. C'est que c'était toujours quand même plus difficile si on n'avait pas un diplôme qui vous assurait d'être, d'être absolument sûr d'être embauché. Voilà donc comme je voulais mon indépendance. C'était la première chose. J'ai fait HEC à cause de ça. C'est d'ailleurs là où j'ai rencontré quelqu'un qui m'a aidé à entrer dans la voie politique. C'était Paulette Decraen, dont le père était un ami de François Mitterrand. Et étant petite à Orléans, je l'avais rencontrée, Mitterrand. Elle m'a raconté d'ailleurs... C'est une anecdote assez intéressante. On sonne à la porte chez elle. Elle ouvre la porte. Elle voit un jeune homme, un beau jeune homme qui lui dit Dis à ton père que François Morland est là. François Morland,

qui était le nom de ...

C'était son moment de résistance.

de Résistance.

Et donc, quand elle a quitté HEC, elle a travaillé pour François Mitterrand et c'est ensuite elle qui m'a fait venir dans l'entourage de Mitterrand et remettre sur pied le Parti socialiste, enfin, redémarrer une véritable, un véritable parti qui fonctionnait. Alors que antérieurement, ça marchait pas.

C'est resté une grande amie, Paulette ?

C'est resté une grande amie, oui.

Et la première fois que vous rencontrez François Mitterrand. C'est quand ?

C'était après une campagne électorale à laquelle elle m'avait demandé de participer. J'avais pris un congé de

trois semaines de l'emploi que j'avais et c'était un petit bureau, rue du Louvre, et on ne voyait jamais Mitterrand, ni d'ailleurs les autres autour de lui qui se présentaient ou qui allaient se présenter à des élections législatives. Et on a mené la campagne d'une façon très indépendante, c'est à dire en ne connaissant rien et avec peu d'instructions de la part de nos chefs. On devait prendre des décisions toutes seules. C'est à dire répondre à des courriers, à des coups de téléphone, organiser les réunions. Enfin, on avait une très grande liberté de manœuvre et c'est là où j'ai appris sur le terrain.

Et la politique, vous avez dit vous auriez plutôt été vers les sciences politiques si vous aviez suivi votre cœur. La politique, c'était déjà un projet à ce moment là.

La politique m'intéressait. Ce n'était pas un projet. Ça m'intéressait parce que j'avais compris très jeune que les choix politiques sont très importants quand on vit une guerre, on voit que les décisions qui ont été prises antérieurement et qui ont mal fonctionné, c'est des choix politiques et donc les choix politiques sont déterminants pour l'avenir d'un pays. Et donc, j'étais convaincue très jeune de l'importance de faire les bons choix.

Ça me fait penser à cette interview menée en 76 par Jacques Chancel. De vous. Qui vous dit Mais vous croyez vraiment que les femmes s'intéressent à la politique ?

Oui. Bah oui, mais il y a qu'un homme pour poser des questions pareilles. Mais évidemment que les femmes s'intéressent à la politique. Exactement comme les hommes. Il faut arrêter de faire sans arrêt cette différence.

Cette question, pour moi, me semble incroyable et je mesure un petit peu le chemin parcouru.

Mais elle est incroyable et elle m'apparaissait à l'époque déjà incroyable.

Dans la même interview, il vous dit vous croyez qu'on va arriver à 10% de femmes dans toutes les

institutions et dans toutes les instances politiques ?

Oui, oui.

10%, comme si on parlait d'un sommet...

Ca paraissait... Enfin, la France... Il faut savoir que la France est très particulière dans ce domaine. On parle toujours des pays du nord de l'Europe qui sont très égalitaires sur ce plan-là. Mais quand on va en Espagne et en Italie, ils sont beaucoup plus normaux, hein ? Suivant nos propres critères, c'est à dire les femmes occupent une place qui n'est pas négligeable et on les respecte. On les traite pas comme des sous-humains. Donc, la France a une tradition, je sais pas si ça vient de la monarchie, je ne sais pas. Mais enfin en tout cas, c'est une situation dans laquelle les femmes sont quelque chose de secondaire, comme ils disent, il en faut, on est obligé d'en mettre. Et est-ce qu'on va trouver des compétentes ? C'était ça, la grande question. Et les femmes d'ailleurs en France, j'ai rencontré souvent des femmes à qui je proposais une fonction, soit dans un ministère, soit dans ma liste aux élections municipales. Beaucoup de femmes m'ont répondu je ne sais pas si je serai capable alors que jamais un seul homme ne m'a répondu ça. Donc elles ont intériorisé le fait que c'était difficile. Que peut être elles ne seraient pas capables. Et aussi, surtout, je pense, les femmes veulent les résultats, c'est à dire qu'elles sont moins sensibles aux signes extérieurs du pouvoir. Pour les hommes, ce qui compte énormément, c'est vous savez les tapis rouges, les plafonds dorés, les voitures qui font pimpon et tout ça, les signes extérieurs. C'est comme ça que successivement, deux ministres des Finances, Balladur et Bérégovoy, ont refusé de quitter le Louvre pour aller à Bercy. Parce que le Louvre, c'est un très beau décor, donc le décor compte énormément. Les apparences du pouvoir comptent énormément. Pour les femmes, pas du tout. Elles cherchent à s'investir dans quelque chose qui donnera des résultats.

Et d'ailleurs, c'est cette phrase de “Je ne sais pas si je serais capable”, on la retrouve beaucoup

pour expliquer les différences de salaires entre hommes et femmes.

Oui, bien sûr.

Parce que les femmes se disent tant que je n'ai pas mérité de salaire, je ne vais pas négocié pour l'avoir.

Oui, oui, oui, elles se défendent moins. Il faut dire que le milieu n'est pas facile parce que les dirigeants sont en général les hommes. Et donc, pour se faire apprécier, ça n'est pas facile.

Alors je vais revenir un petit peu à votre destin politique. Pourquoi le Parti socialiste ? Vous aviez, vous avez toujours des vues plutôt libérales économiquement. Qu'est-ce qui vous a attiré vers le PS ?

Mon père était plutôt de sensibilité socialiste, ce qui était très rare dans l'inspection des finances à l'époque. Et j'avais aussi vu autour de moi que la droite était quand même très conventionnelle, que si on voulait progresser c'était plutôt à gauche.

En 1968, qu'est ce que vous avez fait ? J'ai rien trouvé sur le sujet. Quelle a été votre réaction ?

Ah bah je n'ai pas du tout aimé 68 moi. Je n'ai pas du tout aimé. J'ai trouvé que c'était factice, que les gens défilaient en hurlant dans la rue sans savoir du tout pourquoi. Il y avait une soif de liberté bien sûr très importante puisque tout était verrouillé. Donc c'était sympathique, mais moi, je n'adhérais pas.

Vous aviez déjà à l'époque un peu plus de 30 ans.

Oui, moi j'étais mariée, j'avais des enfants petits, ça ne me concernait pas et je trouvais que c'était un petit peu dérisoire.

Et à l'époque, c'est à ce moment-là que vous baladiez partout François Mitterrand dans votre petite voiture ?

Oui, j'avais une petite voiture parce que comme j'ai eu un accident de voiture, j'ai eu la jambe cassée, mon mari a acheté une petite Fiat 500. Donc, quand Mitterrand avait besoin d'être transporté quelque part, effectivement je faisais office de chauffeur.

Et alors, pour revenir à la question que je vous ai posée ultérieurement. C'était quoi, votre toute première impression de François Mitterrand ? Vous avez été très impressionnée, séduite ?

Non, pas vraiment. C'était une réunion après l'élection présidentielle parce que je ne l'ai jamais rencontré avant cette première élection présidentielle. Et j'ai rencontré après. Il nous a réunis, enfin ce qui l'avait aidé, pour nous remercier et puis nous dire qu'on continuerait à rester en relation. Et qu'il ferait à nouveau appel à nous éventuellement. Après, il s'est écoulé encore un certain temps avant qu'il fasse appel à nous quand on a créé la Convention des Institutions Républicaines, où, c'était avant le Nouveau Parti socialiste, donc, on se réunissait pour réfléchir sur un certain nombre de thèmes. Moi, j'avais pris comme thème l'agriculture et les problèmes d'environnement, qui m'intéressaient déjà. On se réunissait régulièrement, je crois tous les quinze jours, et on débattait pour ébaucher déjà un programme.

Qu'est-ce qui vous interpellait dans les problèmes d'environnement à l'époque, par exemple ?

Ça m'intéressait parce que je ressentais effectivement qu'il y avait une possible détérioration de l'environnement et que c'était une richesse qu'il fallait garder.

Vous êtes visionnaire sur quelques sujets comme celui-là, puisque que dans les années 70, ce n'était pas...

Oui, on n'en parlait pas beaucoup, mais ça m'intéressait. Comme je m'intéressait à l'agriculture, ça me semblait

quelques parallèles, de part, d'une certaine manière. Et donc, je me suis intéressée à ça.

En parlant d'agriculture. C'est sans doute parce que vous vous intéressiez à ça que vous avez été nommée en 81 ministre de l'Agriculture.

Non, c'est aussi parce que j'ai été élue entre temps au Parlement européen et que je m'étais inscrite à la Commission de l'agriculture. Il n'y avait pas du tout de socialistes puisque l'électorat est tout à fait de droite et j'ai appris les mécanismes de la politique agricole commune. J'ai discuté avec les autres. Ça m'a paru intéressant. En plus, pour la France, c'est une carte importante l'agriculture, et donc c'est à la suite de ça que François Mitterrand m'a proposé ce ministère.

Ce n'était vraiment pas un parachutage ?

Non.

Non, c'était déjà...

Au Parti socialiste personne ne s'intéressait à l'agriculture. J'étais à peu près la seule. Donc effectivement, ça paraissait indiqué. Et Mitterrand quand il m'a proposé l'agriculture m'a dit ça sera certainement mal vécu, vécu comme une provocation.

Ca l'a été ?

Evidemment, ça a été le cas. Pire que ce que je pensais ! Ça a été monstrueux.

Vous l'avez, vous l'avez dit ça, que vous étiez pas féministe. Mais finalement, plus vous avez grimpé les échelons du pouvoir, plus vous vous êtes retrouvée face à une réalité qui vous a amené à l'être...

Oui, en France, le féminisme est un combat utile. Je me souviens que j'en parlais avec Yvette Roudy, qui me disait qu'il fallait mettre des quotas de femmes. Moi, j'étais contre. Parce que je trouve que c'est assez humiliant d'obliger à ce qu'il y ait un quota de femmes. Elle m'a dit

tu verras, il n'y a pas moyen de faire autrement. Et elle avait raison. Elle avait raison. On ne pouvait pas faire autrement.

Vous arrivez à l'agriculture, effectivement, comme vous le dites, les réactions sont terribles. C'est à dire qu'on dit c'est par mépris pour l'agriculture que François Mitterand nomme une femme.

Exactement. Le président de la FNSEA, Monsieur Guillaume, a dit on voit le mépris dans lequel le président de la République tient l'agriculture puisqu'il a nommé une femme à ce poste. Mais ça a été dramatique. Ensuite, quand je suis allée à la première réunion de la FNSEA, on était à peu près 800 dans la salle, une grande salle avec une banderole d'un bout à l'autre de la salle sur laquelle était inscrit en lettres rouges "Edith, on t'espère meilleure au lit qu'au ministère."

Vous aviez encore rien fait en plus.

On n'avait rien eu le temps de faire, bien sûr. Donc, j'ai répondu que ça tombe bien que je sois ministre de l'Agriculture parce que comme j'ai affaire à des porcs, je vais devoir m'occuper de vous.

Une relation qui a commencé sur des chapeaux de roue.

Ah bah oui ça a commencé très dur.

(rires)

C'était monstrueux. Je ne pouvais pas me rendre dans une ferme pour visiter sans qu'ils veuillent me jeter dans la fosse à purin, il fallait me dégager avec la police, quelquefois même avec un hélicoptère. Oui. Donc, ça a été un combat terrible. Ça a duré à peu près un an.

Vous en avez gardé de la rancœur pour les agriculteurs ?

Non, non. Un éloignement, je dois dire. Quand je rencontre des agriculteurs du fait de ce que j'ai vécu, alors

que dans le même temps, je leur obtenais à Bruxelles les meilleurs prix agricoles qu'ils n'aient jamais eu et leur revenu a augmenté pendant l'année où j'étais ministre de l'Agriculture. Il faut quand même s'en rendre compte. Donc j'étais efficace. Ils n'ont jamais tenu compte. Jamais. Et quand je suis partie du ministère, j'ai été remplacé par Michel Rocard. Le président de la FNSEA, toujours lui, a dit : Enfin un homme que je vais pouvoir regarder dans les yeux. Pour quelles raisons il ne pouvait pas me regarder dans les yeux ? Ça je l'ai encore pas compris, mais il y a quelque chose qui ne va pas.

Vous étiez pas prête à ça? Enfin, je veux dire vous dites, vous saviez que ce serait dur mais...

Oui, mais pas à ce point là. Je ne pensais pas qu'on arrivait à ce degré d'ignominie.

Ça me fait penser, on mesure quand même le chemin parcouru. Mais je pense à quelques affaires à l'Assemblée nationale, comme la robe de Cécile Duflot...

Oui, oui, mais ça, ça n'arrête pas.

Cot-cot-cot, vous savez ?

Oui, cot-cot-cot. Il n'y a pas si longtemps !

Quand on monte à la tribune, je ne sais pas comment c'est maintenant. Mais en tout cas, quand on montait à la tribune, une femme, ils criaient "à poil !", surtout après le déjeuner, quand ils ont bu un coup. Donc, c'est un climat effrayant. On a réussi à faire indiquer sur le compte-rendu ce genre de phrase. Mais moi, j'aurais voulu leur mettre une amende, ça je n'ai pas réussi.

En 1976, vous vous rappelez quand Alice Saunier Seite qui était ministre des Universités a mis un pantalon ?

Oui !

Et que Jacques Chirac lui a dit qu'elle dégradait sa fonction ministérielle.

Oui, c'est ça.

Pour un pantalon.

Oui. Et Mme Alliot-Marie qui est arrivée en pantalon à l'Assemblée, un huissier lui a dit Ici, les pantalons sont interdits. Elle lui a répondu Vous voulez que je le retire ? Non mais c'est absolument absurde. On met une robe. Il ne faut pas. On met un pantalon. Il ne faut pas non plus. Alors, où est la solution ? Je veux dire pour des mesquineries vestimentaires. Tout est bon pour essayer de taper sur les femmes.

CHAPITRE

Une petite précision avant de continuer cet entretien puisqu'elle vient de la citer, Yvette Roudy est une femme politique française qui fut la toute première ministre des Droits de la femme entre 1981 et 1986. On lui doit notamment le remboursement de l'IVG par la Sécu. Quant à ce que raconte Edith Cresson de ce passage au ministère de l'Agriculture, je vous conseille vraiment les images de l'INA de l'époque ou tout simplement son interview un petit peu avant chez Jacques Chancel, en 1976, qui permettent de mesurer que même si tout reste à faire, on vient franchement de très, très loin et que c'était il y a vraiment pas longtemps.

Vous avez ensuite été ministre au Commerce Extérieur.

Ah oui, là, c'était très bien.

Oui, ça, vous avez beaucoup aimé.

Ah, j'ai beaucoup aimé. D'abord, j'avais affaire à des gens normaux, des chefs d'entreprise qui étaient parfaitement corrects et j'ai pu faire des choses très intéressantes pour

le commerce extérieur de la France, qui est une des faiblesses de la France, c'est à dire que quelquefois, on produit de très bons produits, mais on ne sait pas vendre. Et donc j'avais organisé pour les entreprises, les petites et moyennes entreprises. J'avais loué les Grands Magasins par exemple à New York, les Bloomingdale's pendant 15 jours, et on avait organisé des rencontres, on appelait ça des quick datings avec des distributeurs américains. On a eu 70 % de résultats positifs, ça marchait très bien et donc j'ai eu une vraie reconnaissance de la part de ce milieu. Je suis très bien vue d'ailleurs des patrons en général, les petits patrons surtout. Et je me souviens que pendant cette période où, comme on avait fait une alliance avec les communistes, il se racontait que les Russes allaient débarquer sur la place de la Concorde. Donc, beaucoup de grands patrons avaient émigré aux Etats-Unis. Et bien, ces grands patrons ont acheté une page du New York Times où ils avaient écrit Merci Madame le Ministre et tout un développement sur le fait que j'avais aidé les entreprises françaises avec cette opération Bloomingdale's et avec la traduction en anglais en bas. Donc j'ai demandé à les rencontrer et remercier bien sûr. Et je leur ai dit Maintenant, il faut rentrer. Progressivement, ils sont rentrés et moi j'ai toujours eu de très bonnes relations avec ce milieu. J'ai pas eu de problèmes. Mais ils ont une vie qui n'est pas facile. Ils ont dû faire face à des choix importants, difficiles, mais ça s'est très bien passé. J'ai gardé un très bon souvenir de ce ministère et je regrette qu'on l'ai supprimé. C'est une très grave erreur d'avoir supprimé le ministère du Commerce Extérieur, de l'avoir mis à l'intérieur du ministère des Affaires étrangères qui n'a rien à voir.

D'ailleurs, vous vouliez pas être première ministre, vous vouliez être à l'économie et au budget ?

Non, je ne voulais rien du tout.

C'était en 91...

Je ne voulais rien du tout.

C'était la deuxième partie du deuxième mandat de François Mitterrand

Alors, là j'étais ministre des Affaires européennes. Je ne pouvais pas travailler parce que Roland Dumas, qui était très hostile, refusait de me donner des informations. Donc, j'étais obligé d'aller chercher les informations à Bruxelles. Donc j'avais démissionné du gouvernement pour créer une entreprise. Parce que... C'était après la chute du mur de Berlin et dans les pays de l'Est, il n'y avait que des Allemands, ce qui avait le don de m'énerver un peu. Donc, avec Didier Pineau-Valencienne, nous avons créé une entreprise pour aider les entreprises françaises à exporter dans les pays de l'Est et nous avons un petit bureau dans chacune des capitales des pays de la CE, j'étais la première à arriver dans certaines capitales. Et là, ça marchait très bien. C'était très intéressant. J'avais un contact avec ce milieu que j'appréciais... Et quelques temps se passe. Un jour, François Mitterrand me convoque à l'Elysée en me disant d'entrer par la grille du parc, c'est à dire que... La grille du coq pardon, la grille du coq c'est la grille où on vous voit pas entrer. Je me demandais pourquoi... il me convoque deux fois, trois fois. Il ne me dit toujours rien. Et puis, la troisième fois, il me dit voilà, j'ai pensé à vous pour succéder à Michel Rocard. Moi, je trouvais que Michel Rocard réussissait plutôt bien. Je ne voyais pas du tout la nécessité. Je lui ai dit ils seront furieux. Je me souviens. J'étais en dessous de la vérité. Je ne pouvais pas imaginer. Donc je lui ai dit ils seront furieux. Il m'a dit oui, oui, mais je veux qu'une femme ait été premier ministre avant la fin de mon mandat. Je lui ai répondu il aurait peut être fallu y penser avant, parce que dans la deuxième partie du deuxième mandat, alors qu'il était déjà très malade et qu'on savait que voilà il y en avait plus pour très longtemps. Bien sûr qu'ils se battaient entre eux pour être premier ministre puisque pour eux, c'est une apothéose, en particulier Bérégovoy, il intriguait de toute façon. donc, je n'étais pas très très chaude pour y aller, mais finalement, j'ai fini par accepter et ça a été bien pire que tout ce que je pouvais imaginer.

Qu'est ce qui vous a fait accepter ? Parce que vous vous doutiez que ce serait terrible tout de même ?

Ce qui m'a fait accepter, c'est qu'il a beaucoup insisté. Je me disais effectivement, ça serait bête que je laisse passer le fait qu'une femme puisse être premier ministre et donc j'ai fini par accepter.

Et ça, vous embête pas quand même des années plus tard que ce soit beaucoup là dessus qu'on vous interroge ?

Oui toujours et ça me met hors de moi parce que j'ai fait beaucoup d'autres choses, avec beaucoup d'efficacité souvent. Mais vous savez, en France, c'est comme ça. Les symboles sont plus importants que la réalité pour les Français. Ils vivent dans un univers qui est très loin de la réalité. D'ailleurs, quand j'étais à Matignon, j'ai fait certaines réformes. Ou j'ai essayé d'en faire. Quelquefois, j'y suis pas arrivée, comme par exemple remettre en place l'apprentissage, parce que dans les pays où il y a l'apprentissage, les jeunes ne sont pas au chômage, mais je n'ai pas pu. On m'a bloqué.

Et pourquoi d'ailleurs ? Je me suis posée la question, parce que vous dites beaucoup qu'on vous a bloquée. Quelles étaient les raisons invoquées pour vous dire non on ne va pas faire l'apprentissage ?

Ah bah C'est très simple, je veux dire, c'était Jospin qui était mon ministre de l'Éducation. Et je lui ai dit il faudrait remettre en place l'apprentissage et il me dit ce n'est pas dans notre tradition. Je lui réponds ce n'est peut-être pas dans notre tradition, mais ça m'étonnerait parce que au Moyen-Âge, ça existait. Et par ailleurs...

Les compagnons...

Oui, bien sûr, non, ça a toujours existé. Donc, si, même si ce n'était pas dans notre tradition. Pour quelles raisons ne le ferait-on pas ? Et d'autre part, tu as peut-être une meilleure idée. C'est là que j'ai vu que non seulement il n'avait pas une meilleure idée, mais qu'il n'avait pas d'idée

du tout parce que il ne se posait pas la question. C'est à dire que pour l'establishment français, qui est tout puissant et qui est beaucoup énarque, tout ça, ce sont des gens qui considèrent qu'à partir du moment où vous avez l'instruction gratuite et obligatoire, bon bah tant pis, ceux qui n'y arrivent pas, tant pis pour eux. Et les mécanismes français de la classe dirigeante sont très particuliers. Je ne parle pas du patronat, je parle de la haute administration qui infuse beaucoup à l'intérieur des ministères. Beaucoup de ministres en sont élus, en sont issus ou, s'ils ne sont pas issus, sont en tout cas entourés de ces gens-là. Et ces gens-là ont une vision caricaturale du système. Donc, tout ce qui est nouveau. Alors, un moment à Matignon, je me suis aperçue que l'on produisait quelquefois les meilleurs produits, mais on n'arrivait pas à les vendre. Pourquoi ?

Parce qu'on a du mépris pour le commerce ?

On a du mépris pour le commerce et on considère que l'autre, c'est à dire l'éventuel acheteur ou partenaire ou concurrent. Finalement, c'est secondaire. Ce qui pense n'est pas important puisque moi, j'ai raison. Et c'est là où j'ai cherché à développer le concept d'intelligence économique. J'ai donc fait un groupe de travail présidé par monsieur Martre, président de l'aérospatial et avec les grandes entreprises et les grandes administrations. vous me croirez si vous voulez, le ministère des Affaires étrangères a refusé d'y siéger au motif que ça ne nous concerne pas puisque ce sont les entreprises. Donc, on a quand même préconisé un certain nombre de choses. J'ai créé l'Ecole de Guerre Économique parce que la situation actuelle, et plus que jamais aujourd'hui, est une situation de guerre économique. La vraie guerre, elle est économique et on le verra de plus en plus. Le malaise qu'on voit en France et en Europe vient aussi de là. Bon, donc, quand le ministère des Affaires étrangères a refusé d'y siéger, moi ça m'a beaucoup choquée parce que je ne m'imaginai pas une seule seconde le Foreign Office refusant de siéger dans un groupe de travail de ce type, alors qu'ils font ça jour et nuit ! L'intelligence économique. Quand on veut vendre des centrales nucléaires à la Chine et qu'on a la meilleure technologie,

mais que je m'aperçois que nos concurrents risquent de remporter l'appel d'offres par rapport à nous. Je me demande pourquoi ? C'est très simple. Nos concurrents proposaient 10 ans de formation gratuite aux Chinois. C'est à dire que le Chinois qui voit débarquer une centrale nucléaire dont il ne sait pas servir, il a besoin de formation. En plus, la formation ça établit des liens. C'est très bien. Parce que on se connaît mieux, et donc Je dis bah on va proposer nous aussi la formation. Je demande aux industriels de proposer 20 ans de formation gratuite et nous avons remporté le contrat. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères sont venus à Matignon pour protester, parce que j'avais obtenu cette information, Comment ? Voilà. Donc c'est vous dire qu'on est les meilleurs, on est sûr de nous, on organise des choses qui sont, sur le plan du prestige, absolument magnifiques, mais sur la réalité économique, on est nul. J'ai convoqué ces fonctionnaires dans mon bureau. Je leur ai dit écoutez, laissez nous travailler, organisez les cocktails que vous faites si bien, et puis laissez nous travailler. C'est pas possible. Il ne faut pas croire que quand on est premier ministre, on a un pouvoir absolu, on n'a pas un pouvoir absolu vis à vis de l'administration, celle de Bercy, celle des Affaires étrangères. Ce sont les deux très puissantes. Et même quand on a de bons ministres, ce qui a été souvent le cas, c'est l'administration en France, qui a quand même très fortement la main. Il faut le savoir. Et l'administration, elle élude le problème de l'apprentissage, par exemple, ça n'existe pas, ce n'est pas important, même si ça marche ailleurs, même si on voit que ça marche ailleurs, ou l'intelligence économique, on voit que ça marche ailleurs puisque les Anglais ils appellent ça "Intelligence". Mais nous, on n'en a pas besoin. Donc, tant qu'on sera avec une administration qui, globalement, fonctionne de cette manière là, ça sera extrêmement difficile.

Ce mépris pour l'économie, il infusait depuis...

Depuis très longtemps !

Depuis la tête de l'Etat, puisque vous avez toujours dit que François Mitterrand, lui ça le...

Non, lui même, ça ne l'intéressait pas beaucoup. Ce qui l'intéressait, c'était l'Europe. Pour l'Europe, il fallait attacher les Allemands et donc il fallait faire une monnaie unique.

Les Allemands, ils étaient contre la monnaie unique, enfin l'opinion publique, l'opinion publique était très attachée au Mark parce que c'était un symbole de leur force retrouvée. Et donc, pour les attacher, Mitterrand demandait à Kohl, et Kohl a dit oui. Les Allemands, on les fera pas voter parce que si on les avait fait voter, ils auraient voté contre.

Mais en échange, on va demander l'entrée très rapide des pays de l'Est à l'intérieur de l'Union européenne. Pourquoi ? Parce que les pays de l'Est, ce sont les sous-traitants de l'industrie allemande et donc si l'industrie allemande est si performante, c'est aussi parce qu'elle avait à bas coût les composantes de son industrie. Et Kohl voyait l'intérêt effectivement à moyen et long terme de l'Allemagne. Mitterrand, pour lui, ce n'était pas très intéressant. Ce qui était intéressant, c'est ce symbole de la monnaie unique. Je ne dis pas qu'il avait tort. Je dis qu'on l'a payé très cher.

Oui, il a dit d'ailleurs à ce propos Je comprends qu'ils soient attachés au Mark. Après tout, c'est tout ce qu'ils ont.

Oui voilà, oui, oui, ils n'ont rien d'autre ! Je comprends qu'ils soient attachés aux marques puisqu'ils n'ont rien d'autre, donc n'avoir rien d'autre que la monnaie, effectivement, à ses yeux c'était pitoyable. Sauf que cette concession que les Allemands ont faite, ils l'ont fait contre quelque chose de très important pour eux, pour leur industrie, et qui n'était pas bon pour l'Union européenne parce que ces pays n'étaient pas mûrs pour entrer dans l'Union européenne, après des années de dictature communiste. Ils n'étaient pas prêts à jouer le jeu du marché et donc ça a été rentrer dans l'Union européenne

pour toucher l'argent que l'Union européenne leur distribuait, mais finalement contre rien.

On vous a reproché à l'époque, quand vous étiez première ministre beaucoup votre franc parler, alors il y a l'histoire des fourmis japonaises,

Oui alors l'histoire des fourmis japonaises était montée de toutes pièces par Roland Dumas. Roland Dumas était mon ministre des Affaires étrangères. A ce moment là, les automobiles japonaises inondaient le marché européen et français. Inondaient littéralement ! Et notre industrie automobile était en train de s'écrouler. Donc, j'ai obtenu au niveau européen qu'il y ait des quotas sur les voitures japonaises, ce qui était quand même très difficile à obtenir parce que les Anglais n'étaient pas forcément pour. Enfin, c'était difficile. Et je dis à Roland Dumas en tête à tête. Les Japonais travaillent comme des fourmis parce qu'on les voyait aux actualités s'endormir dans les moyens de transport. Ils travaillaient avec des horaires monstrueux.

Toujours, d'ailleurs. Vous savez qu'il y a une expression au Japon pour dire mourir de travail ?

Voilà, c'est ça. Voilà donc travaillent comme des fourmis. Et lui, il a dit au Canard Enchaîné, Édith Cresson dit que les Japonais sont des fourmis, ce qui n'est pas la même chose. Donc, naturellement, c'est devenu une tempête médiatique puisque ce qui intéresse les journalistes, c'est uniquement ça, c'est les mots. Ce n'est pas la réalité de ce qu'on fait.

N'empêche que ce franc parler qu'on vous a beaucoup reproché dans les années 90. Aujourd'hui, il est beaucoup plus à la mode qu'il ne l'était à l'époque.

Oui, je ne sais pas. De toute façon, ils cherchaient quelque chose à me reprocher. Donc, on trouve toujours quand on cherche. Et donc ils ont monté en épingle des choses qui étaient fausses en plus, qui étaient fabriquées par les journalistes en connivence avec certains membres du Parti socialiste qui étaient furieux que je sois premier

ministre. C'est pas compliqué. alors, il y avait Bérégovoy qui n'arrêtait pas de parler aux journalistes pour dire des choses contre moi, Roland Dumas. Puis certains autres. Donc, le fait d'être une femme en France, c'est quelque chose qui était extrêmement difficile. Si ça avait été un homme, il n'aurait pas été aux prises à de tels trucages de l'information.

Mais d'ailleurs, quand Bérégovoy s'est suicidé,

Oui

que François Mitterrand, dans un discours, traite les médias de chiens, etc

Oui, il a parlé des chiens. Ce n'était pas seulement vis à vis de Bérégovoy, à mon avis, voilà je l'ai vécu comme ça.

Vous l'avez un peu mal vécu ? Vous vous êtes dit bah moi personne m'a défendu. Et surtout pas lui.

Non, non, non. Personne ne m'a défendue, bien sûr, mais on lui faisait croire. C'est Fabius qui lui faisait croire que si je restais à Matignon, le groupe socialiste démissionnerait, ce qui était complètement faux parce que moi je voyais des élus socialistes, ils me disaient le contraire. Donc, il y avait une opération qui était montée. Après tout, moi, j'ai eu cette expérience très, très instructive sur ce qu'est... La France a quand même, la classe dirigeante française souffre d'un certain nombre de carences vis à vis de la réalité du monde. L'incapacité de comprendre ce que les Anglais appellent "Intelligence", à comprendre l'autre. Qu'est-ce que l'autre a dans la tête ? Vous savez, Napoléon disait que veut l'ennemi ? L'ennemi, c'est pas forcément un ennemi. Ça peut être un partenaire, un client, un concurrent. Mais c'est pas la peine d'avoir la meilleure armée du monde disait toujours Napoléon. Si vous ne savez pas ce que veut l'ennemi. Et les Anglais s'intéressent à ça. Ça s'appelle "Intelligence" et donc ils veulent comprendre ce qu'il y a dans la tête des autres. J'ai eu beaucoup de mal pour implanter ce concept en France. J'ai créé une entreprise qui existe aujourd'hui encore, qui s'appelle l'ADIT et qui conseille les plus grandes

entreprises françaises et beaucoup d'autres sur ce qui se passe ailleurs. Et nous avons besoin de ça. Cette entreprise était une entreprise publique au début, puis elle est devenue privée parce que c'était infernal. Travailler avec Bercy... donc, c'est devenu une entreprise privée qui marche remarquablement bien et qui rend des services **énormes à l'économie française.**

Et à l'époque, est-ce que votre entourage proche a été un soutien important ?

Ah oui, absolument ! Heureusement, j'avais mon mari qui m'a beaucoup soutenue, qui m'a d'abord beaucoup aidée parce qu'à la maison, moi je n'avais pas beaucoup de possibilités, pas beaucoup de temps. Et puis, en plus de ça, qui moralement m'a soutenue, qui n'a pas eu la vie facile dans l'entreprise où il travaillait, c'était Peugeot, à cause de moi, et qui ne m'en a jamais non seulement tenu grief, mais fait la moindre observation et m'a toujours soutenue. Il disait Ce sont des salauds, en parlant d'eux.

CHAPITRE

C'est peut être le seul moment de cet entretien où Édith Cresson s'est un peu laissée aller à nous offrir un peu de son intimité. Autrement, sa cuirasse est très solide. C'est cela dit, un témoignage unique qu'elle nous offre, mais elle aimerait, je le sens et je le comprends, qu'on ne lui parle pas que de son genre et des difficultés qu'elle a rencontrées en politique en tant que femme. Qu'on la reconnaisse un petit peu pour le travail qu'elle a effectué depuis plus de trente ans, notamment à la tête des Ecoles de la deuxième chance.

Vous avez eu un soulagement de revenir à une vie publique plus discrète après, après la fin de votre mandat de premier ministre, ça été quand même... Ça a été une douleur, j'imagine. Mais est-ce que ça a été aussi un soulagement ?

Oui, les deux à la fois. Alors, j'ai repris mes activités dans cette entreprise que j'avais créée. Et puis ensuite, François Mitterrand m'a demandé d'être à la commission à Bruxelles. J'étais chargée de la formation et de la recherche et c'est là où j'ai pu mettre en place les Écoles de la deuxième chance, je n'aurai jamais pu le faire en France, y compris à Matignon. Jamais !

Mais justement, vous vous êtes beaucoup plaint de la lenteur de la France, vous vous en plaignez toujours, pour changer les choses. Est-ce que finalement, on ne va pas plus vite hors du politique ? Je pense aux Écoles de la deuxième chance, notamment. Est-ce que ça ne va pas plus vite une fois qu'on est sorti du monde politique ?

Oui, mais avoir l'expérience de la politique est très utile parce qu'on sait où sont les adversaires. Les adversaires ils sont déjà pour la plupart dans votre propre camp, il ne faut pas croire qu'ils sont en face, et c'est un monde extrêmement méchant où la jalousie tient une place considérable. Alors, c'est une expérience très utile. Maintenant, vous avez raison, on résout les problèmes à l'extérieur du système, bien sûr. Alors, je dis pas qu'ils sont résolus avec les écoles de la deuxième chance, mais on a quand même 15.000 jeunes par ans qui étaient perdus, qui savent à peine lire et qu'on amène à avoir ensuite un emploi pour plus de 70 pour cent de résultats positifs.

Ca partait de quel constat l'envie de créer les écoles de la deuxième chance ?

Ah bah quand j'ai vu que le système éducatif ne marchait pas. J'ai essayé d'y remédier par l'apprentissage. Je n'y suis pas arrivée, en étant quand même premier ministre. Et donc, là, à la commission, j'ai fait un groupe de travail pour définir ce que serait une action vis à vis de ceux qui ont décroché du système classique. Alors, il y en a dans tous les pays européens mais il y en a beaucoup plus en France qu'ailleurs, bien sûr. Donc, j'ai mis en place un groupe de travail qui a sorti un rapport, un livre blanc. Ensuite, j'ai fait voter un budget par le Parlement

européen pour faire un projet pilote dans chacun des pays de l'Union Européenne. J'ai distribué aux autres pays l'argent qui avait été recueilli et la France je ne l'ai pas distribué. Je l'ai gardé, sinon ça tombait dans le gouffre général et j'ai cherché une municipalité avec un maire qui veuille prendre le problème à bras le corps. Et j'ai trouvé Marseille et donc on a fait le prototype de l'école la deuxième chance à Marseille il y a 20 ans et le maire, monsieur Gaudin était très pour et il l'a soutenu. Il a eu son école gratuite, mais ça m'a permis comme ça de faire venir des délégations pour voir comment ça fonctionnait. Le principe de base de l'Ecole de la deuxième chance, c'est que l'on n'enseigne pas une matière, on enseigne une personne. Enseigner une matière, ça veut dire donner son enseignement du haut d'une tribune et ceux qui peuvent l'attraper, l'attrapent et les autres, tant pis pour eux. C'est ça le système français. Bon, donc, j'ai dit maintenant, en m'inspirant de thèses qui étaient développées en Allemagne ou dans les écoles Montessori par exemple, qui sont très, très en avance, on prend chaque personne individuellement. Chacun des formateurs de l'école est le référent d'un groupe de jeunes qui peuvent s'adresser individuellement à lui sur n'importe quel problème, y compris personnel, logement, famille, santé, tout ce que vous voulez. Et ils ont trois stages en entreprise pendant leur formation. Le référent est en relation avec la personne de l'entreprise ou le jeune est stagiaire. Il est suivi pas à pas. Il est accompagné. Et on arrive quand même grâce à ça à des résultats qui sont remarquables puisque certains ont admirablement réussi. On peut citer le cas d'un jeune de Marseille qui avait créé sa propre entreprise. On a des exemples remarquables.

Vous avez des nouvelles, des tout premiers, de vos tout premiers étudiants de l'Ecole de la première chance que vous avez créé à Marseille ?

Peut-être pas le tout premier, mais enfin bon, on a quand même, on les suit, parce qu'il y a quand même temps, on les suit dans le temps et on s'aperçoit qu'effectivement, ils réussissent bien, c'est à dire, ils ont les mêmes capacités que les autres. Simplement, ils n'ont pas eu leur chance.

C'est plus satisfaisant, ce travail là que vous menez depuis 20 ans que celui que vous avez mené politiquement ?

Oui, ça donne plus de satisfaction. Bien sûr. Puis on est moins attaqué parce que finalement, ce qui compte en France, ce qui intéresse les journalistes tout ce qui papote autour, c'est effectivement ce qu'on appelle le politique. Ça, ça intéresse beaucoup. Et donc, tout ce qui est politique est surveillé de très près. Le moindre mot est décortiqué, sorti de son contexte naturellement, et on en fait tout un scandale. Mais ça, c'est des journalistes, les journalistes fonctionnent avec les politiques.

Vous gardez une rancœur envers les journalistes ? Comme Aimé Jacquet ?

Certains oui. Certains ont été absolument monstrueux. Oui, oui, absolument. Oui.

Est-ce qu'il y a des choses auxquelles vous croyiez dans les années 80, 70, 90, et vous vous dites aujourd'hui en fait, je me suis trompée là dessus ou là dessus ?

J'ai sous-estimé la vindicte de certains de mon propre camp. J'ai sous-estimé le lien qui existe entre certains journalistes et certains politiques qui se connaissent quelquefois depuis 20 ans et qui ont le même but, c'est à dire de détruire telle ou telle personne. C'est plus facile de taper sur une femme que sur un homme, bien sûr. Et ça, j'ai sous-estimé aussi parce que je n'ai pas été éduquée comme ça, j'ai sous-estimé le fait qu'on puisse traiter les femmes d'une façon aussi injuste, anormale je dirais.

Et que ça passe ?

Et que ça passe finalement, que ça passe dans l'opinion. J'ai sous-estimé ça, oui oui.

Et sur des sujets politiques de société, je ne sais pas. Par exemple, vous avez mis en place à l'époque les charters pour faire rentrer...

Les quoi ?

Les charters..

Oui, ça c'est encore une fable de journalistes ! Je m'excuse !

Racontez-moi.

C'était un journaliste Giesbert, qui est venu m'interviewer...

François-Olivier Giesbert.

Voilà. A la campagne dans notre maison de campagne. Je l'invite à déjeuner. Il me dit... Il faut se souvenir qu'à l'époque, les émigrés qui n'avaient pas le droit de s'installer en France. Comment les renvoyer chez eux ? Question. On les renvoyait par les lignes d'avion normales, à ce moment là, ils faisaient des esclandres, ils criaient et se débattaient. Donc, les pilotes n'en voulaient pas pour des raisons de sécurité tout à fait normales. Donc je dis on va affréter des avions spéciaux. Et comme il y avait eu avant avec Pasqua, l'histoire des charters qui avaient fait scandale. Le journaliste Giesbert me dit Ce sont donc des charters, je dis, ne voulant pas tomber dans le piège, je lui dis non, ce ne sont PAS des charters, ce sont des avions dédiés à ces gens-là, puisqu'on ne peut pas les mettre dans les avions de ligne classique. Il se trouve que Mitterrand était à ce moment là en voyage à l'étranger. Il est revenu, il s'est fait repasser l'émission. Il me convoque, il me dit mais vous n'avez jamais dit ça. J'ai dit oui, c'est comme ça, on fabrique l'information. On fabrique une fausse information pour essayer de flinguer celui, ou celle plutôt qui, se trouvant dans cette place de premier ministre, a des responsabilités. Parce que que la responsabilité du premier ministre, c'est comment résoudre ce problème. Je le résous surtout en n'utilisant pas le mot charter. Je dis aux journalistes ce ne sont pas des charters et il dit à la télé, ce sont des charters. Voilà.

Mais qu'est-ce que ça change au fond ?

Ca change que l'opinion publique, on la chauffe à blanc sur le thème de : elle veut des charters comme Pasqua, comme Pasqua. Voilà.

Et aujourd'hui sur l'urgence migratoire et surtout sur la certitude que cette urgence ne fait que commencer. Qu'est-ce que vous pensez ?

Aujourd'hui, c'est sûr que cette urgence migratoire ne sera réglée que par une seule politique qui devrait être une politique européenne très active vis à vis des pays d'Afrique. Et l'Afrique c'est le continent de l'avenir. Il y a un potentiel absolument formidable. D'ailleurs, les Chinois l'ont compris puisqu'ils apprennent le français pour aller s'installer en Afrique. Ici, beaucoup de gens d'ailleurs se réjouissent naïvement, qu'on enseigne le français en Chine. Non mais c'est incroyable de méconnaissance ! Bon donc ils s'installent en Chine. Ils ont compris que c'est continent, avec des richesses minières très importantes et s'installent d'une façon un peu prédatrice. Il faut dire. Tandis que nous, nous avons quand même pour nous la langue. Nous avons un passé commun. Il y a des chefs d'Etat africains qui sont tout à fait remarquables. Donc, on doit pouvoir mener une politique de développement. Il y a des jeunes qui ont des grandes capacités. Cette politique de développement devrait être entreprise beaucoup plus fort. Avec l'ensemble des Européens. Mais on voit bien aujourd'hui, compte tenu du malaise qui existe, pas seulement en France, mais dans tous les pays européens, combien il est difficile sur certains problèmes comme celui là, d'avoir une politique commune. Une politique, de défense commune, on voit la difficulté, politique de développement de l'Afrique commune, on voit les difficultés aussi. C'est à dire que l'Europe a perdu la main et nous, nous sommes en France dans une situation qui est effectivement très difficile.

Justement, cette interview elle est enregistrée après la quatrième mobilisation, l'acte 4 des gilets jaunes qui a eu lieu samedi. Emmanuel Macron a

parlé hier soir à la télévision. Vous les comprenez ces gilets jaunes ? Vous avez vu venir cette colère qui est presque, qui n'est pas française en fait...

Oui, elle est générale. On l'a vu dans d'autres pays, mais en France, comme d'habitude, ça prend toujours une tournure révolutionnaire. Mais je comprends. Oui, qu'il y a des gens qui ont beaucoup de difficultés à boucler leurs fins de mois. Enfin, ça existe, c'est sûr. Les mesures qui ont été prises par le président de la République, qui sont de bonnes mesures, est-ce qu'elles vont suffire à calmer la colère. ? Ca aujourd'hui, à la date où nous sommes, je ne peux pas vraiment le dire. Je crois qu'il y a une colère qui est de nature... Concernant les revenus insuffisants, mais il y a une colère plus profonde, je crois, qui vient de cette différence qui existe entre la classe dominante, dirigeante et le peuple. Et là, Macron devrait ou aurait dû, mais peut-être qu'il peut encore le faire, se reposer bien plus sur les élus locaux, sur les maires en particulier. Supprimer la taxe d'habitation, je considère que c'est une erreur parce que la taxe d'habitation, c'est le seul impôt que les gens payent volontiers puisqu'ils savent où va l'argent. Moi quand j'étais maire de Châtelleraut, je faisais des réunions publiques avec les habitants pour savoir qu'est-ce qu'on fait avec l'argent de la taxe d'habitation ? Et les gens faisaient des suggestions. Donc dans ces conditions, les gens payent volontiers cet impôt. De toute façon, il faudra la remplacer par quelque chose d'autre qui échappera au contrôle des habitants. Donc, je pense que la connaissance de la France profonde est quelque chose de très important.

Moi, le mandat qui m'a le plus... C'était vraiment le mandat de maire. Parce que vous êtes proche de la réalité. J'allais dans les usines, Châtelleraut est une ville industrielle ou était en tout cas, j'allais dans les usines, j'expliquais aux ouvriers, voilà, vous êtes en train de travailler dans une usine d'aéronautique comme Thalès, par exemple. Et voilà pourquoi vous travaillez. Parce qu'on a remporté tel contrat par rapport à nos concurrents dans tel pays. Voilà dans quelles conditions ça s'est passé. C'est à dire qu'il est très important que les ouvriers

sachent pourquoi ils travaillent. Or, on a tendance en France à considérer les ouvriers comme des exécutants uniquement, et pas des gens qui sont capables de participer, de s'intéresser. Or, ils semblent parfaitement capable de s'intéresser et ils écoutaient avec beaucoup d'intérêt la façon dont on avait décroché tel ou tel contrat. Là où le commerce extérieur m'a beaucoup servi aussi dans ma fonction de maire et j'ai été élue et réélue toujours, y compris une partie de la droite du patronat votait pour moi, en tout cas aux élections municipales. Donc, ça veut dire que la réalité du terrain est extrêmement important et que c'est cette réalité du terrain qui est considérée aujourd'hui dans la classe dominante, comme d'ailleurs dans le passé, mais peut-être plus encore aujourd'hui, comme un peu secondaire.

Ailleurs, le mécontentement général et les sociétés fracturée dans lesquelles on vit et que vous venez de décrire, elles ont mené à des élections comme celles de Trump, de Bolsonaro...

Voilà.

Alors ça ne veut pas dire qu'il faut étouffer cette colère ni rien. Mais est-ce que ce n'est pas l'heure d'être pas seulement inquiet pour la France, mais pour le monde de manière générale ?

Oui on peut être inquiet pour la France, pour l'Europe et d'une façon générale, effectivement, du fait de la circulation de l'information, des réseaux sociaux, des informations qui sont quelquefois fausses, les fake news. Aujourd'hui, c'est constant. Et donc beaucoup de gens croient à des choses qui ne sont pas exactes. Et c'est très difficile de combattre ça. L'Europe est dans une situation très difficile. D'abord, nous n'avons pas de GAFAM et les Chinois ont aussi leur propre système. Donc, nous sommes... Aujourd'hui la vraie richesse c'est les données, c'est pas tellement l'argent, c'est être informé. On entre dans une époque où il y aura l'intelligence artificielle. On a des très bons techniciens, mathématiciens en France, on a tout ce qu'il faut. Simplement, la direction n'a pas été

prise, à mon sens, dans ce qui sera vraiment l'industrie de l'avenir. Nous avons perdu notre industrie classique puisque vous vous souvenez peut-être qu'on disait à une époque que l'industrie, c'est fini, maintenant, c'est les services, ce qui est une bêtise épouvantable contre laquelle je me suis toujours insurgée. Mais la classe dominante était habitée par ça. L'Industrie, c'est sale, c'est secondaire, c'est des exécutants sans intérêt. Voilà. Sauf que chaque emploi industriel génère trois emplois de service et que s'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas de recherche, donc il y a pas de progrès. Donc c'est une véritable catastrophe dans laquelle la France s'est engouffrée. Aujourd'hui, on commence à le réaliser, mais il est déjà bien tard. Je me suis toujours insurgée contre ça naturellement, en rencontrant toutes les attaques de ces esprits brillants qui considéraient que l'industrie c'était pas important. Donc, nous sommes en train effectivement d'entrer dans une période qui va être de plus en plus difficile.

Vous qui avez vécu la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide, la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin, la crise financière, qu'est-ce que vous dit votre expérience sur la période qu'on est en train de vivre ?

Une période qui n'a jamais eu de précédent. Pour toutes les raisons que je viens de vous indiquer, c'est à dire que l'information circule de manière totalement anarchique et circule par les réseaux sociaux, c'est à dire que plus personne ne croit vraiment la presse, que la presse a fait beaucoup d'erreurs aussi en soutenant des positions. Enfin, moi, je me souviens quand j'étais à Matignon, j'avais la presse contre moi. Les beaux esprits des grands journaux qui soutenaient effectivement que l'industrie c'était pas important, que la place des femmes, ce n'était pas ça, enfin c'était... Et qui fabriquait déjà des Fake News en coupant des morceaux de phrases et en les mettant en exergue en permanence et en ressassant en permanence des choses qui étaient... Premièrement, qui étaient fausses et deuxièmement, en ne s'occupant pas des vrais problèmes. Le vrai problème de la France, c'est d'être compétitive parce que si on perd sa compétitivité, on perd

son influence et c'est ça qu'ils n'arrivent pas à comprendre. Or, aucun pays, comme aucun ménage ou aucune entreprise, ne peut éternellement acheter plus que ce qu'il vend hein ? Ou dépenser plus que ce qu'il gagne. Or, c'est ça la France aujourd'hui, on dépense plus que ce qu'on gagne, on est en déficit. Il ne faut pas croire qu'on réussira à avoir une influence dans le monde comme on prétend en avoir, parce que la France éternelle est reconnue partout. Oui, d'accord, mais aujourd'hui on se trouve dans une situation telle que ce crédit il est en train de se perdre et ne sera retrouvé que le jour où nous aurons effectivement retrouvé notre souveraineté économique.

Mais est-ce que vous croyez que ce pacte, ce système, on en voit aussi vraiment les limites aujourd'hui, notamment les limites écologiques ?

Oui, naturellement. Alors il faut tenir compte de l'écologie. Sauf que l'écologie arrive... On a fait les accords de Paris et ça, c'est très bien. C'est une belle réussite. Sauf que vous voyez l'attitude de Mr. Trump, qui dit qu'il n'en veut pas, c'est à dire qu'il conteste l'évidence parce que c'est l'évidence. Bon. Et donc, on a affaire effectivement dans le monde, un peu partout, à des dirigeants qui sont effectivement, qui travaillent pour leur propre carrière personnelle, par démagogie, et qui s'appuient sur des masses de la population qui sont crédules et qui les soutiennent parce qu'il dit aux Américains c'est moi qui vous défend.

“America's first”. Est-ce que c'était mieux avant ?

Avant quoi ?

Avant.

C'est une question qu'on pose à tout le monde.

C'est une question qu'on pose toujours. C'était en tout cas différent. Je dis pas que c'était mieux, mais c'était différent. Je pense que les gens avaient davantage conscience de l'importance de l'économie qui est capital pour un pays. Est-ce que c'était mieux ? Non. Il y avait des choses qui n'allaient pas. C'est différent. C'est un autre

monde, un autre monde où les informations circulent, y compris les fausses informations, circulent très vite, où il y a des campagnes de dénigrement qui sont menées où les dirigeants, quand ils sont conscients des problèmes, ont beaucoup de mal à faire passer ce qu'ils croient, ce qu'ils pensent. Ce qui souvent, enfin quelquefois, est juste. Donc, c'est un combat absolument permanent et le rôle de l'information est très important. Il a toujours été très important, mais aujourd'hui, on ne croit plus à ce qu'on voit. On essaye de chercher la vérité dans les réseaux sociaux.

Vous avez survécu à un cancer à la fin des années 90, dans les années 2000. Est-ce que ça vous a fait changer de perspective sur certaines choses ?

Oui et non. Bien sûr, c'est un problème très personnel. On arrive à surmonter les pires difficultés, y compris celle-là. On peut. On peut triompher des pires problèmes et des pires difficultés qui se présentent.

Ce n'était pas le pire finalement, que vous avez vécu ?

On ne sait jamais quel est le pire.

J'ai une dernière question pour vous, qui est une question qu'on pose à tous nos invités, qui est est-ce que vous avez peur de la mort ?

Non. Pas du tout. Non. D'abord parce que de toute façon, que j'ai peur ou pas, ça ne change rien. Mais non, je n'ai pas peur, je n'ai pas peur. Je pense que nous ne savons pas grand chose et au contraire, j'ai une sorte de curiosité.

Merci beaucoup, Edith Cresson pour cet entretien.

Je vous en prie.